

SENATO DELLA REPUBBLICA

V LEGISLATURA

(N. 990)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 4 dicembre 1969
(V. Stampato n. 1660)*

presentato dal Ministro degli Affari Esteri

(NENNI)

di concerto col Ministro di Grazia e Giustizia

(GAVA)

e col Ministro del Commercio Estero

(COLOMBO VITTORINO)

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 10 dicembre 1969*

Ratifica ed esecuzione della Convenzione europea sull'arbitrato
commerciale internazionale con Allegato, adottata a Ginevra il 21 aprile 1961

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare la Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale con Allegato, adottata a Ginevra il 21 aprile 1961.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alla Convenzione di cui all'articolo precedente a decorrere dalla data della sua entrata in vigore, in conformità all'articolo X della Convenzione stessa.

CONVENTION EUROPEENNE SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL

Les soussignés,
Dûment autorisés,

Réunis sous les auspices de la Commission économique pour l'Europe de l'Organisation des Nations Unies,

Ayant constaté que le 10 juin 1958, à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur l'Arbitrage commercial international, a été signée à New York une Convention pour la Reconnaissance et l'Exécution des Sentences arbitrales étrangères,

Désireux, pour contribuer au développement du commerce européen, d'écartier, dans la mesure du possible, certaines difficultés susceptibles d'entraver l'organisation et le fonctionnement de l'arbitrage commercial international dans les relations entre personnes physiques ou morales de pays différents de l'Europe,

Sont convenus des dispositions suivantes:

Article premier

Champ d'application de la Convention

1. La présente Convention s'applique:

a) aux conventions d'arbitrage conclues, pour le règlement de litiges nés ou à naître d'opérations de commerce international, entre personnes physiques ou morales ayant, au moment de la conclusion de la Convention, leur résidence habituelle ou leur siège dans des Etats contractants différents;

b) aux procédures et aux sentences arbitrales fondées sur les conventions visées au paragraphe 1, a) de cet article.

2. Aux fins de la présente Convention, on entend par

a) « convention d'arbitrage », soit une clause compromissoire insérée dans un contrat, soit un compromis, contrat ou compromis signés par les parties ou contenus dans un échange de lettres, de télégrammes ou de communications par télex, et, dans les rapports entre pays dont les lois n'imposent pas la forme écrite à la convention d'arbitrage, toute convention conclue dans les formes permises par ces lois;

b) « arbitrage », le règlement de litiges non seulement par des arbitres nommés pour des cas déterminés (arbitrage *ad hoc*), mais également par des institutions d'arbitrage permanentes;

c) « siège », le lieu où est situé l'établissement qui a conclu la convention d'arbitrage.

Article II

Capacité des personnes morales de droit public de se soumettre à l'arbitrage

1. Dans les cas visés à l'article 1, paragraphe 1, de la présente Convention les personnes morales qualifiées, par la loi qui leur est applicable, de « personnes morales de droit public » ont la faculté de conclure valablement des conventions d'arbitrage.

2. Au moment de signer ou de ratifier la présente Convention ou d'y adhérer, tout Etat pourra déclarer qu'il limite cette faculté dans les conditions précisées dans sa déclaration.

Article III

Capacité des étrangers d'être arbitres

Dans les arbitrages soumis à la présente Convention, les étrangers peuvent être désignés comme arbitres.

Article IV

Organisation de l'arbitrage

1. Les parties à une convention d'arbitrage sont libres de prévoir

a) que leurs litiges seront soumis à une institution permanente d'arbitrage; dans ce cas, l'arbitrage se déroulera conformément au Règlement de l'institution désignée; ou

b) que leurs litiges seront soumis à une procédure arbitrale *ad hoc*; dans ce cas, les parties auront notamment la faculté

i) de désigner les arbitres ou d'établir les modalités suivant lesquelles les arbitres seront désignés en cas de litige;

ii) de déterminer le lieu de l'arbitrage;

iii) de fixer les règles de procédure à suivre par les arbitres.

2. Si les parties ont entendu soumettre le règlement de leurs litiges à un arbitrage *ad hoc* et que dans un délai de 30 jours à dater de la notification de la demande d'arbitrage au défendeur, l'une des parties n'a pas désigné son arbitre, celui-ci sera désigné, sauf convention contraire, sur demande de l'autre partie, par le Président de la Chambre de Commerce compétente du pays dans lequel la partie en défaut a, au moment de l'introduction de la demande d'arbitrage, sa résidence habituelle ou son siège. Le présent paragraphe s'applique également au remplacement d'arbitres désignés par une partie ou par le Président de la Chambre de Commerce ci-dessus visée.

3. Si les parties ont entendu soumettre le règlement de leurs litiges à un arbitrage *ad hoc* par un ou plusieurs arbitres sans que la convention d'arbitrage contienne d'indication sur les mesures nécessaires à l'organisation de l'arbitrage telles que celles qui sont visées au paragraphe 1 du présent article, ces mesures seront prises, si les parties ne s'entendent pas à ce sujet et sous réserve du cas visé au paragraphe 2 ci-dessus, par le ou les arbitres déjà désignés. A défaut d'accord entre les parties sur la désignation de l'arbitre unique ou à défaut d'accord entre les arbitres sur les mesures à prendre, le demandeur pourra s'adresser, pour que ces mesures soient prises, si les parties sont convenues du lieu de l'arbitrage, à son choix, soit au Président de la Chambre de Commerce compétente du pays où se trouve le lieu choisi par les parties, soit au Président de la Chambre de Commerce compétente du pays dans lequel le défendeur a, au moment de l'introduction de la demande d'arbitrage, sa résidence habituelle ou son siège; si les parties ne sont pas convenues du lieu de l'arbitrage, le demandeur pourra s'adresser à son choix soit au Président de la Chambre de Commerce compétente du pays dans lequel le défendeur a, au moment de l'introduction de la demande d'arbitrage, sa résidence habituelle ou son siège, soit au Comité spécial dont la composition et les modalités de

fonctionnement sont déterminées par l'Annexe à la présente Convention. Si le demandeur n'exerce pas les droits qui lui sont accordés par le présent paragraphe, ces droits pourront être exercés par le défendeur ou par les arbitres.

4. Le Président ou le Comité spécial saisis pourront procéder, selon le cas,

a) à la désignation de l'arbitre unique, de l'arbitre président, du super-arbitre ou du tiers-arbitre;

b) au remplacement d'un ou de plusieurs arbitres désignés selon une procédure autre que celle prévue au paragraphe 2 du présent article;

c) à la détermination du lieu de l'arbitrage, étant entendu que les arbitres peuvent choisir un autre lieu d'arbitrage;

d) à la fixation directe ou par référence au règlement d'une institution arbitrale permanente des règles de procédure qui devront être observées par les arbitres, si les arbitres n'ont pas fixé leurs règles de procédure à défaut d'accord entre les parties à ce sujet.

5. Si les parties ont entendu soumettre le règlement de leurs litiges à une institution arbitrale permanente sans désigner cette institution et ne s'accordent pas sur cette désignation, le demandeur pourra requérir cette désignation conformément à la procédure prévue au paragraphe 3 ci-dessus.

6. Si la Convention d'arbitrage ne contient aucune indication sur le mode d'arbitrage (arbitrage par une institution permanente d'arbitrage ou arbitrage *ad hoc*) auquel les parties ont entendu soumettre leur litige et si les parties ne s'accordent pas sur cette question, le demandeur aura la faculté de recourir à ce sujet à la procédure prévue au paragraphe 3 ci-dessus. Le Président de la Chambre de Commerce compétente ou le Comité spécial pourront soit renvoyer les parties à une institution permanente d'arbitrage, soit inviter les parties à désigner leurs arbitres dans un délai qu'ils leur auront fixé et à convenir dans le même délai des mesures nécessaires au fonctionnement de l'arbitrage. Dans ce dernier cas, seront applicables les paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

7. Si, dans un délai de 60 jours à partir du moment où il aura été saisi d'une des requêtes énumérées aux paragraphes 2, 3, 4, 5 et 6 de cet article, le Président de la Chambre de Commerce désignée en vertu d'un de ces paragraphes n'a pas donné suite à la requête, le requérant pourra s'adresser au Comité spécial afin qu'il assume les fonctions qui n'ont pas été remplies.

Article V

Déclinatoire de compétence arbitrale

1. La partie qui entend soulever une exception prise de l'incompétence de l'arbitre doit, lorsqu'il s'agit d'exceptions fondées sur l'inexistence, la nullité ou la caducité de la convention d'arbitrage, le faire dans la procédure arbitrale au plus tard au moment de présenter ses défenses sur le fond et, lorsqu'il s'agit d'exceptions prises de ce que la question litigieuse excéderait les pouvoirs de l'arbitre, aussitôt que sera soulevée, dans la procédure arbitrale, la question qui excéderait ces pouvoirs. Lorsque le retard des parties à soulever l'exception est dû à une cause jugée valable par l'arbitre, celui-ci déclare l'exception recevable.

2. Les exceptions d'incompétence visées au paragraphe 1 ci-dessus et qui n'auraient pas été soulevées dans les délais fixés à ce paragraphe 1 ne pourront plus l'être dans la suite de la procédure arbitrale s'il s'agit d'exceptions qu'en vertu du droit applicable par l'arbitre les parties ont seules la faculté d'invoquer, ni au cours d'une procédure judiciaire ultérieure sur le fond ou l'exécution de la sentence s'il s'agit d'exceptions laissées à la faculté des parties en vertu de la loi déterminée par la règle de conflit du tribunal judiciaire saisi du fond ou de l'exécution de la sentence. Le juge pourra toutefois contrôler la décision par laquelle l'arbitre aura constaté la tardiveté de l'exception.

3. Sous réserve des contrôles judiciaires ultérieurs prévus par la loi du for, l'arbitre dont la compétence est contestée ne doit pas se dessaisir de l'affaire; il a le pouvoir de statuer sur sa propre compétence et sur l'existence ou la validité de la convention d'arbitrage ou du contrat dont cette convention fait partie.

Article VI

Compétence judiciaire

1. L'exception prise de l'existence d'une convention d'arbitrage et présentée devant le tribunal judiciaire saisi par une des parties à la convention d'arbitrage doit être soulevée par le défendeur à peine de forclusion avant ou au moment de présenter ses défenses sur le fond selon que la loi du tribunal saisi considère l'exception d'incompétence comme une question de procédure ou de fond.

2. Quand ils auront à se prononcer sur l'existence ou la validité d'une convention d'arbitrage, les tribunaux des Etats contractants statueront en ce qui concerne la capacité des parties selon la loi qui leur est applicable et en ce qui concerne les autres questions:

a) selon la loi à laquelle les parties ont soumis la convention d'arbitrage;

b) à défaut d'une indication à cet égard, selon la loi du pays où la sentence doit être rendue;

c) à défaut d'indication sur la loi à laquelle les parties ont soumis la convention et, si au moment où la question est soumise à un tribunal judiciaire il n'est pas possible de prévoir quel sera le pays où la sentence sera rendue, selon la loi compétente en vertu des règles de conflit du tribunal saisi.

Le juge saisi pourra ne pas reconnaître la convention d'arbitrage si, selon la loi du for, le litige n'est pas susceptible d'arbitrage.

3. Lorsque, avant tout recours à un tribunal judiciaire, une procédure d'arbitrage aura été introduite, les tribunaux judiciaires des Etats contractants, saisis ultérieurement d'une demande portant sur le même différend entre les mêmes parties ou d'une demande en constatation de l'inexistence, de la nullité ou de la caducité de la convention d'arbitrage, surseoiront, sauf motifs graves, à statuer sur la compétence de l'arbitre jusqu'au prononcé de la sentence arbitrale.

4. Une demande de mesures provisoires ou conservatoires adressée à une autorité judiciaire ne doit pas être considérée comme incompatible avec la convention d'arbitrage, ni comme une soumission de l'affaire quant au fond au tribunal judiciaire.

Article VII

Droit applicable

1. Les parties sont libres de déterminer le droit que les arbitres devront appliquer au fond du litige. A défaut d'indication par les parties du droit applicable, les arbitres appliqueront la loi désignée par la règle de conflit que les arbitres jugeront appropriée en l'espèce. Dans les deux cas, les arbitres tiendront compte des stipulations du contrat et des usages du commerce.

2. Les arbitres statueront en « amiables compositeurs » si telle est la volonté des parties et si la loi régissant l'arbitrage le permet.

Article VIII

Motifs de la sentence

Les parties sont présumées avoir entendu que la sentence arbitrale soit motivée, sauf

a) si les parties ont déclaré expressément que la sentence ne doit pas l'être, ou

b) si elles se sont soumises à une procédure arbitrale dans le cadre de laquelle il n'est pas d'usage de motiver les sentences et pour autant, dans ce cas, que les parties ou l'une d'elles ne demandent pas expressément avant la fin de l'audience, ou s'il n'y a pas eu d'audience, avant la rédaction de la sentence, que la sentence soit motivée.

Article IX

L'annulation de la sentence arbitrale

1. L'annulation dans un Etat contractant d'une sentence arbitrale régie par la présente Convention ne constituera une cause de refus de reconnaissance ou d'exécution dans un autre Etat contractant que si cette annulation a été prononcée dans l'Etat dans lequel ou d'après la loi duquel la sentence a été rendue et ce pour une des raisons suivantes:

a) les parties à la convention d'arbitrage étaient, en vertu de la loi qui leur est applicable, frappées d'une incapacité, ou ladite convention n'est pas valable en vertu de la loi à laquelle les parties l'ont soumise ou, à défaut d'indication à cet égard, en vertu de la loi du pays où la sentence a été rendue; ou

b) la partie qui demande l'annulation n'a pas été dûment informée de la désignation de l'arbitre ou de la procédure d'arbitrage, ou il lui a été impossible, pour une autre raison, de faire valoir ses moyens; ou

c) la sentence porte sur un différend non visé dans le compromis ou n'entrant pas dans les prévisions de la clause compromissoire; ou contient des décisions qui dépassent les termes du compromis ou de la clause compromissoire; toutefois, si les dispositions de la sentence qui ont trait à des questions soumises à l'arbitrage peuvent être dissociées de celles qui ont trait à des questions non soumises à l'arbitrage, les premières pourront ne pas être annulées; ou

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

d) la constitution du tribunal arbitral ou la procédure d'arbitrage n'a pas été conforme à la convention des parties ou, à défaut de convention, aux dispositions de l'article IV de la présente Convention.

2. Dans les rapports entre Etats contractants également Parties à la Convention de New York du 10 juin 1958 sur la Reconnaissance et l'Exécution des Sentences arbitrales étrangères, le paragraphe 1 du présent article a pour effet de limiter aux seules causes d'annulation qu'il énumère l'application de l'article V, paragraphe 1, e) de la Convention de New York.

Article X

Dispositions finales

1. La présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion des pays membres de la Commission économique pour l'Europe et des pays admis à la Commission à titre consultatif conformément au paragraphe 8 du mandat de cette Commission.

2. Les pays susceptibles de participer à certains travaux de la Commission économique pour l'Europe en application du paragraphe 11 du mandat de cette Commission peuvent devenir Parties contractantes à la présente Convention en y adhérant après son entrée en vigueur.

3. La Convention sera ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1961 inclus. Après cette date, elle sera ouverte à l'adhésion.

4. La présente Convention sera ratifiée.

5. Les instruments de ratification ou d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

6. En signant la présente Convention, en la ratifiant ou en y adhérant, les Parties contractantes communiqueront au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies la liste des Chambres de Commerce ou autres institutions de leur pays dont les Présidents assumeront les fonctions confiées par l'article IV de la présente Convention aux Présidents des Chambres de Commerce compétentes.

7. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte à la validité des accords multilatéraux ou bilatéraux conclus ou à conclure par des Etats contractants en matière d'arbitrage.

8. La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après que cinq des pays mentionnés au paragraphe 1 du présent article auront déposé leur instrument de ratification ou d'adhésion. Pour chaque pays qui la ratifiera ou y adhérera ultérieurement, la présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion dudit pays.

9. Chaque Partie contractante pourra dénoncer la présente Convention par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. La dénonciation prendra effet douze mois après la date à laquelle le Secrétaire général en aura reçu notification.

10. Si, après l'entrée en vigueur de la présente Convention, le nombre des Parties contractantes se trouve, par suite de dénonciations, ramené

à moins de cinq, la présente Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

11. Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies notifiera aux pays visés au paragraphe 1, ainsi qu'aux pays devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 du présent article,

a) les déclarations faites en vertu du paragraphe 2 de l'article II;
b) les ratifications et adhésions en vertu des paragraphes 1 et 2 du présent article;

c) les communications reçues conformément au paragraphe 6 du présent article;

d) les dates auxquelles la présente Convention entrera en vigueur conformément au paragraphe 8 du présent article;

e) les dénonciations en vertu du paragraphe 9 du présent article;

f) l'abrogation de la présente Convention conformément au paragraphe 10 du présent article.

12. Après le 31 décembre 1961, l'original de la présente Convention sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui en transmettra des copies certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 du présent article.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont signé la présente Convention.

FAIT à Genève, le vingt et un avril mil neuf cent soixante et un, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et russe, les trois textes faisant également foi.

Pour l'Albanie:

Pour l'Autriche:

TREU

Pour la Belgique:

A. J. HERMENT

Pour la Bulgarie:

VELA LOUKANOVA

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

A. M. SHELDON

Pour la Tchécoslovaquie:

MILAN KLUSÁK

Pour Chypre:

Pour le Danemark:

TROLLE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Dr. G. MOHR

A. BÜLOW

Pour la Finlande:

Pour la France:

G. HOLLEAUX

Pour la Grèce:

Pour la Hongrie:

J. SZITA

Pour l'Islande:

Pour l'Irlande:

Pour l'Italie:

G. B. TOFFOLO

E. MINOLI

Pour le Luxembourg:

Pour les Pays-Bas:

Pour la Norvège:

Pour la Pologne:

ALEKSANDER KOTLICKI

Pour le Portugal:

Pour la Roumanie:

JACOB IONASCO

Pour l'Espagne:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

Pour la Turquie:

HAYTA

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

A. BOIKO

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

G. BURGUCHEV

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Yougoslavie:

S. MAKIEDO

ANNEXE**COMPOSITION ET MODALITES DE FONCTIONNEMENT
DU COMITE SPECIAL
VISE A L'ARTICLE IV DE LA CONVENTION**

1. Le Comité spécial visé à l'article IV de la Convention sera composé de deux membres titulaires et d'un Président. L'un des membres titulaires sera élu par les Chambres de Commerce ou autres institutions désignées, conformément à l'article X, paragraphe 6 de la Convention, par les Etats dans lesquels, au moment de l'ouverture de la Convention à la signature, il existe des comités nationaux de la Chambre de Commerce internationale et qui, au moment de l'élection, seront Parties à la Convention. L'autre membre sera élu par les Chambres de Commerce ou autres institutions désignées, conformément à l'article X, paragraphe 6 de la Convention, par les Etats dans lesquels, au moment de l'ouverture de la Convention à la signature, il n'existe pas de comités nationaux de la Chambre de Commerce internationale et qui, au moment de l'élection, seront Parties à la Convention.

2. Les personnes appelées à exercer, dans les conditions prévues au paragraphe 7 ci-dessous, les fonctions de Président du Comité spécial, seront également élues par les Chambres de Commerce ou autres institutions comme prévu au paragraphe 1 de la présente Annexe.

3. Les Chambres de Commerce ou autres institutions visées au paragraphe 1 de la présente Annexe éliront, en même temps et dans les mêmes conditions que les Présidents et les membres titulaires, des suppléants pour le cas d'empêchement temporaire desdits Présidents ou membres titulaires. En cas d'empêchement permanent ou de démission d'un Président ou d'un membre titulaire, le suppléant élu pour le remplacer devient, selon le cas, Président ou membre titulaire et le groupe de Chambres de Commerce ou autres institutions qui avait élu le suppléant devenu Président ou membre titulaire procédera à l'élection d'un nouveau suppléant.

4. Les premières élections du Comité auront lieu dans les 90 jours qui suivent le dépôt du cinquième instrument de ratification ou d'adhésion. Pourront également participer à ces élections les Chambres de Commerce ou autres institutions désignées par les Etats qui étant signataires ne sont pas encore Parties à la Convention. S'il n'est pas possible de procéder à des élections dans le délai indiqué, l'application des paragraphes 3 à 7 de l'article IV de la Convention sera suspendue jusqu'à ce qu'il soit procédé à des élections dans les conditions prévues ci-dessus.

5. Sous réserve des dispositions du paragraphe 7 ci-dessous, les membres du Comité spécial seront élus pour une période de quatre ans. De nouvelles élections devront avoir lieu dans les premiers six mois de la quatrième année à partir des élections précédentes. Si une nouvelle

procédure d'élection des membres du Comité spécial n'a pu donner de résultats, les membres précédemment élus continueront à exercer leurs fonctions jusqu'à l'élection de nouveaux membres.

6. Les résultats des élections des membres du Comité spécial seront communiqués au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui les notifiera aux Etats visés au paragraphe 1 de l'article X de la présente Convention ainsi qu'aux Etats devenus Parties contractantes en application du paragraphe 2 de l'article X. Le Secrétaire général notifiera également aux mêmes Etats la suspension éventuelle et la mise en application des paragraphes 3 à 7 de l'article IV de la Convention en vertu du paragraphe 4 de la présente Annexe.

7. Les personnes élues à titre de Président exerceront leurs fonctions, à tour de rôle, chacune pendant deux ans. L'attribution des fonctions de la présidence à l'une de ces deux personnes, pendant la première période de deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention, sera déterminée par tirage au sort. La présidence sera ensuite attribuée chaque fois, pour une nouvelle période de deux ans, à la personne élue à titre de Président par le groupe de pays autre que celui par lequel aura été élu le Président ayant exercé ses fonctions pendant la période de deux ans immédiatement précédente.

8. Les requêtes au Comité spécial prévues aux paragraphes 3 à 7 de l'article IV de la Convention seront adressées au Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe. Le Secrétaire exécutif en saisira d'abord le membre du Comité spécial élu par le groupe de pays autre que celui par lequel aura été élu le Président en exercice au moment de la introduction de la requête. La solution proposée par le membre saisi en premier lieu sera transmise par le Secrétaire exécutif à l'autre membre du Comité et si celui-ci l'accepte, cette solution sera considérée comme décision du Comité et communiquée en tant que telle par le Secrétaire exécutif au requérant.

9. Si les deux membres du Comité spécial saisis par le Secrétaire exécutif n'arrivent pas à s'entendre sur une solution par voie de correspondance, le Secrétaire exécutif convoquera une réunion du Comité spécial à Genève afin d'essayer d'aboutir à une décision unanime sur la requête. A défaut d'unanimité, la décision du Comité sera prise à la majorité des voix et communiquée par le Secrétaire exécutif au requérant.

10. Les frais liés à l'intervention du Comité spécial dans un litige soumis à la présente Convention seront avancés par le requérant et employés par lui en frais de procédure.

ACTE FINAL

DE LA REUNION SPECIALE DE PLENIPOTENTIARIES CHARGES DE NEGOCIER ET DE SIGNER UNE CONVENTION EUROPEENNE SUR L'ARBITRAGE COMMERCIAL INTERNATIONAL

1. A sa septième session, le Groupe de travail spécial sur l'arbitrage, constitué sous les auspices du Comité pour le développement du commerce de la Commission économique pour l'Europe a mis au point le texte d'un projet de Convention européenne sur l'arbitrage commercial international et a été d'avis que le projet de texte devrait être soumis à une Réunion spéciale de Plénipotentiaires chargés de négocier et de signer une Convention européenne sur l'arbitrage commercial international (document TRADE/96, paragraphe 34 et Annexe I).

2. Après cette session, l'article IV du Projet de Convention (organisation de l'arbitrage) a donné lieu à certaines divergences de vues.

3. Aux termes de sa résolution 7 (XV), adoptée le 5 mai 1960, la Commission économique pour l'Europe a prié le Secrétaire exécutif de convoquer une Réunion spéciale chargée d'établir un texte commun d'article IV afin qu'un seul texte de projet de Convention soit soumis à une Réunion spéciale de Plénipotentiaires.

4. La Réunion spéciale chargée d'établir un texte commun d'article IV s'est tenue du 8 au 12 août 1960 et du 5 au 10 avril 1961 et elle a mis au point un texte commun.

5. Conformément aux dispositions de la résolution ci-dessus mentionnée, le Secrétaire exécutif a convoqué une Réunion spéciale de Plénipotentiaires qui a eu lieu à l'Office européen des Nations Unies, à Genève, du 10 au 21 avril 1961.

6. Etaient représentés à la Réunion les gouvernements des vingt-deux Etats ci-après: Autriche, Belgique, Bulgarie, Danemark, Espagne, Finlande, France, Hongrie, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Pologne, République fédérale d'Allemagne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Turquie, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

7. Les organisations non gouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Chambre de Commerce internationale et l'« International Bar Association ». Etaient également présents, sur l'invitation du Secrétariat, des membres du Secrétariat du Conseil de la Communauté économique européenne.

8. La Réunion a été ouverte par M. Vladimir Velebit, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Europe des Nations Unies.

9. M. J. Trolle, du Danemark, a été élu Président et M. V. Novak, de Tchécoslovaquie, Vice-Président.

10. En prenant pour base le projet de Convention élaboré par le Groupe de travail spécial sur l'arbitrage (Document TRADE/96, Annexe I), ainsi que le texte établi par la Réunion spéciale chargée d'arrêter un texte commun d'article IV (TRADE/WP.1/Document de séance No 27) et le projet de clauses finales présenté par le Secrétariat (Document TRADE/WP.1/38), la Réunion a préparé et ouvert à la signature, le 21 avril 1961, la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international.

11. La Réunion a décidé qu'il serait établi un rapport, où seraient consignées quelques-unes des observations auxquelles ont donné lieu, au cours de la discussion, certains des articles de la Convention. Le rapport où sont consignées ces observations (Document E/ECE/TRADE/47) a été adopté par la Réunion le 20 avril 1961.

12. Le Gouvernement de l'URSS considère que la présente Convention est ouverte à la signature ou à l'adhésion de tout Etat européen.

13. Les Gouvernements de la Belgique, du Luxembourg et des Pays-Bas déclarent que la présente Convention laisse leurs pays libres de ne pas l'appliquer en tout ou en partie dans leurs relations entre eux.

14. Sans préjudice de l'article II, paragraphe 2, de la Convention et du paragraphe 13 du présent Acte final, les délégations ayant participé à la négociation de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international déclarent que leurs pays respectifs n'ont pas l'intention de faire de réserves à la Convention.

15. *La Réunion spéciale de Plénipotentiaires,*

Considérant que les dispositions des paragraphes 2 à 7 de l'article IV n'ont qu'un caractère subsidiaire,

Recommande:

1) aux parties intéressées à l'arbitrage, d'insérer dans leur convention d'arbitrage à tout le moins l'indication du lieu de l'arbitrage ou du mode d'arbitrage (arbitrage par une institution d'arbitrage permanente ou arbitrage *ad hoc*);

2) aux Groupes de travail chargés d'élaborer des Conditions générales de vente au sein de la Commission économique pour l'Europe, de ne pas y prévoir la clause blanche d'arbitrage (convention d'arbitrage sans aucune indication du lieu de l'arbitrage ou du mode d'arbitrage — arbitrage par une institution d'arbitrage permanente ou arbitrage *ad hoc*).

Le Réunion recommande, en outre, aux Chambres de Commerce et autres institutions visées à l'article X, paragraphe 6 de la Convention ainsi qu'au Comité spécial visé à l'article IV de la Convention, de se concerter pour toute mesure utile à l'application de la présente Convention et au progrès de l'arbitrage.

16. L'original du présent Acte final sera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qui en transmettra des copies

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

certifiées conformes à chacun des pays visés aux paragraphes 1 et 2 de l'article X de la Convention européenne sur l'arbitrage commercial international.

FAIT à Genève, le vingt et un avril mil neuf cent soixante et un, en un seul exemplaire, en langues française, anglaise et russe, chaque texte faisant également foi.

Pour l'Autriche:

TREU

A. ZEMBSCH

Pour la Belgique:

A. J. HERMENT

P. JENARD

P. VAN REEPINGHEN

Pour la Bulgarie:

V. LOUKANOVA

B. MINKOVSKI

Pour la République Socialiste Soviétique de Biélorussie:

A. M. SHELDON

Pour la Tchécoslovaquie:

MILAN KLUSAK

O. FABIAN

V. NOVAK

Pour le Danemark:

TROLLE

Pour la République Fédérale d'Allemagne:

Dr. G. MOHR

A. BÜLOW

Pour la Finlande:

K. V. MÄKELÄ

Pour la France:

G. HOLLEAUX
GUY DE LACHARRIERE

Pour la Hongrie:

J. SZITA
I. SZASZ

Pour l'Italie:

G. B. TOFFOLO
E. MINOLI
R. TRIOLI

Pour le Luxembourg:

I. BESSLING

Pour les Pays-Bas:

W. H. J. VAN ASCH VAN WIJCK
D. S. VAN HEUKELOM

Pour la Pologne:

ALEKSANDER KOTLICKI
HENRYK TRAMMER

Pour la Roumanie:

JACOB IONASCO

Pour l'Espagne:

GUILLEMO CEBRIAN
PEDRO TEMBOURY

Pour la Suède:

H. VON PLATEN

Pour la Suisse:

PIERRE JEAN POINTET
HENRI ZOELLY

Pour la Turquie:

HAYTA

RABI KORAL

Pour la République Socialiste Soviétique d'Ukraine:

A. BOIKO

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

G. BURGUCHEV

Pour la Yougoslavie:

S. MAKIEDO

V. KAPOR

DJ. LUPSIC

Le Président de la Réunion Spéciale de Plénipotentiaires:

TROLLE

Le Vice-Président de la Réunion Spéciale de Plénipotentiaires:

V. NOVAK

Pour le Secrétaire Exécutif:

le Conseiller Juridique de la Commission Economique pour l'Europe
des Nation Unies:

LAZARE KOPELMANAS

CONVENZIONE EUROPEA SULL'ARBITRATO COMMERCIALE INTERNAZIONALE

TRADUZIONE NON UFFICIALE.

Nota bene: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.

I sottoscritti,
debitamente autorizzati,
riuniti sotto gli auspici della Commissione economica per l'Europa della Organizzazione delle Nazioni Unite,
avendo constatato che il 10 giugno 1958, alla conclusione della Conferenza delle Nazioni Unite sull'Arbitrato commerciale internazionale, è stata firmata a New York una Convenzione sul Riconoscimento e l'esecuzione delle sentenze arbitrali straniere,
desiderosi, al fine di contribuire allo sviluppo del commercio europeo, di ovviare, nella misura del possibile, a certe difficoltà suscettibili di ostacolare l'organizzazione ed il funzionamento dell'arbitrato commerciale internazionale nelle relazioni tra persone fisiche o morali di paesi diversi dell'Europa,
hanno convenuto sulle seguenti disposizioni:

Articolo I

Campo di applicazione della Convenzione

1. La presente Convenzione si applica:

a) alle convenzioni d'arbitrato concluse per risolvere le controversie sorte o che potrebbero sorgere da operazioni di commercio internazionale, tra persone fisiche o morali aventi, al momento della conclusione della Convenzione, la loro residenza abituale oppure la loro sede in Stati contraenti diversi;

b) alle procedure e alle sentenze arbitrali basate sulle convenzioni di cui al paragrafo 1 *a)* del presente articolo.

2. Ai fini della presente Convenzione, si intende per:

a) « convenzione d'arbitrato », sia una clausola compromissoria inserita in un contratto, sia un compromesso, contratto o compromesso firmati dalle Parti oppure contenuti in uno scambio di note, telegrammi o comunicazioni tramite telescriventi e, nei rapporti tra paesi le cui leggi non impongono la forma scritta alla Convenzione di arbitrato, ogni convenzione conclusa nelle forme ammesse da dette leggi;

b) « arbitrato », la soluzione di controversie non solo ad opera di arbitri nominati per casi determinati (arbitrato *ad hoc*), ma anche ad opera di istituzioni di arbitrato permanente;

c) « sede », il luogo dove si trova l'ente che ha concluso la convenzione d'arbitrato.

Articolo II

*Capacità delle persone morali di diritto pubblico
di sottomettersi all'arbitrato*

1. Nei casi contemplati all'articolo I, paragrafo 1 della presente Convenzione, le persone qualificate dalla legge applicabile nei loro confronti come « persone morali di diritto pubblico », hanno la facoltà di concludere validamente delle convenzioni di arbitrato.

2. Ogni Stato può dichiarare, alla firma o alla ratifica della presente Convenzione o al momento dell'adesione, che detta facoltà è subordinata alle condizioni espone nella sua dichiarazione.

Articolo III

Facoltà degli stranieri di essere arbitri

Gli stranieri possono essere designati come arbitri negli arbitrati previsti dalla presente Convenzione.

Articolo IV

L'organizzazione dell'arbitrato

1. Le Parti in una convenzione di arbitrato possono liberamente decidere:

a) che le loro controversie siano sottoposte ad una istituzione permanente di arbitrato; in tal caso, l'arbitrato si svolgerà secondo il Regolamento dell'istituzione designata; oppure

b) che le loro controversie siano sottoposte ad una procedura arbitrale *ad hoc*; in tal caso, le Parti avranno fra l'altro la facoltà:

i) di designare gli arbitri o di stabilire le modalità secondo le quali gli arbitri verranno designati in caso di controversia;

ii) di determinare il luogo dell'arbitrato;

iii) di stabilire le regole di procedura da seguirsi dagli arbitri.

2. Se le Parti hanno deciso di sottoporre la soluzione delle loro controversie ad un arbitrato *ad hoc* e, entro trenta (30) giorni dalla data della notifica della richiesta d'arbitrato al convenuto, una delle Parti non ha designato il suo arbitro, quest'ultimo verrà designato, salvo accordo contrario, su richiesta dell'altra Parte, dal Presidente della Camera di commercio competente del paese in cui la Parte in difetto ha la sua residenza abituale oppure la sua sede al momento della presentazione della richiesta di arbitrato. Il presente paragrafo si applica pure alla sostituzione di arbitri designati da una Parte o dal Presidente della Camera di commercio di cui dianzi.

3. Se le Parti hanno deciso di sottoporre la soluzione delle loro controversie ad un arbitrato *ad hoc* affidato ad uno o più arbitri senza che la Convenzione d'arbitrato contenga l'indicazione sulle misure necessarie per l'organizzazione dell'arbitrato, quali quelle previste al paragrafo 1 del presente articolo, dette misure, qualora le Parti non si mettano d'accordo in proposito e salvo il caso contemplato al precedente paragrafo 2 saranno adottate dall'arbitro o dagli arbitri già designati. In mancanza di accordo

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

fra le Parti sulla designazione dell'arbitro unico o in mancanza di accordo tra gli arbitri sulle misure da prendere, l'attore potrà rivolgersi, affinché dette misure vengano prese, se le Parti hanno concordato il luogo dell'arbitrato, a sua scelta, sia al Presidente della Camera di commercio competente del paese nel quale si trova il luogo concordato tra le Parti, sia al Presidente della Camera di commercio competente del paese nel quale il convenuto ha la residenza abituale oppure la sede al momento della presentazione della richiesta d'arbitrato. Se le Parti non si sono accordate sul luogo dell'arbitrato, l'attore potrà rivolgersi, a sua scelta, sia al Presidente della Camera di commercio competente del paese nel quale il convenuto ha la sua residenza abituale o la sua sede al momento della presentazione della richiesta d'arbitrato, sia al Comitato speciale la cui composizione e modalità di funzionamento sono specificate nell'Allegato alla presente Convenzione. Se l'attore non si avvale dei diritti che gli sono concessi ai sensi del presente paragrafo, detti diritti potranno essere esercitati dal convenuto oppure dagli arbitri.

4. Il Presidente oppure il Comitato speciale potranno procedere, secondo il caso,

a) alla designazione di un arbitro unico, di un arbitro presidente, di un superarbitro o di un terzo arbitro;

b) alla sostituzione di uno o più arbitri designati secondo una procedura diversa da quella prevista al paragrafo 2 del presente articolo;

c) alla scelta del luogo dell'arbitrato, restando inteso che gli arbitri comunque possono scegliere un altro luogo di arbitrato;

d) alla fissazione, diretta o per via di riferimento al regolamento di una istituzione arbitrale permanente, delle norme di procedura che dovranno essere osservate dagli arbitri, qualora gli arbitri in mancanza di accordo fra le Parti in proposito, non abbiano fissato le loro norme di procedura.

5. Se le Parti hanno deciso di sottomettere la soluzione delle loro controversie ad una istituzione arbitrale permanente, senza designare detta istituzione e non si mettono d'accordo su tale designazione, il richiedente potrà domandare detta designazione secondo la procedura prevista al precedente paragrafo 3.

6. Se la Convenzione di arbitrato non contiene nessuna indicazione circa il genere di arbitrato (arbitrato tramite una istituzione permanente di arbitrato o arbitrato *ad hoc*), al quale le Parti abbiano deciso di sottoporre la loro controversia, e se le Parti non si mettono d'accordo su tale questione, l'attore avrà la facoltà di ricorrere in proposito alla procedura prevista al precedente paragrafo 3. Il Presidente della Camera di commercio competente o il Comitato speciale potranno sia rinviare le Parti ad una istituzione permanente di arbitrato, sia invitare le Parti a designare i loro arbitri entro un termine che avranno loro fissato ed a convenire entro lo stesso termine le misure necessarie al funzionamento dell'arbitrato. In quest'ultimo caso saranno applicabili i paragrafi 2, 3 e 4 del presente articolo.

7. Qualora, entro 60 giorni dal momento in cui una delle richieste elencate ai paragrafi 2, 3, 4, 5 e 6 del presente articolo gli sarà stata rivolta, il Presidente della Camera di commercio, designata ai sensi di uno dei detti paragrafi, non abbia dato seguito alla richiesta, il richiedente potrà rivolgersi al Comitato speciale affinché questi assuma le funzioni che non sono state adempiute.

Articolo V

Contestazione sulla competenza arbitrale

1. La Parte che intende sollevare una eccezione di incompetenza dell'arbitro, qualora si tratti di eccezioni fondate sull'inesistenza, la nullità o la caducità della Convenzione di arbitrato, deve farlo nella procedura arbitrale al più tardi al momento della presentazione delle sue difese di merito e, qualora si tratti di eccezioni tratte dal fatto che le questioni in litigio eccedono i poteri dell'arbitro, deve farlo non appena sarà stata sollevata, nel corso della procedura arbitrale, la questione che eccede i detti poteri. Qualora il ritardo delle Parti nel sollevare l'eccezione fosse dovuto ad una causa considerata dall'arbitro come valida, questi dichiara ricevibile l'eccezione.

2. Le eccezioni di incompetenza, considerate al precedente paragrafo 1 e che non siano state sollevate nei termini fissati dal detto paragrafo 1, non potranno più esserlo nel seguito della procedura arbitrale sempreché si tratti di eccezioni che a norma del diritto applicabile dall'arbitro, possono essere sollevate unicamente dalle Parti né potranno esserlo nel corso di una procedura giudiziaria ulteriore sul merito o sull'esecuzione della sentenza qualora si tratti di eccezioni lasciate alla facoltà delle Parti in forza della legge determinato dalle regole sui conflitti del tribunale giudiziario investito del merito o dell'esecuzione della sentenza. Il giudice potrà tuttavia controllare la decisione con la quale l'arbitro abbia constatato la tardività dell'eccezione.

3. Salvi restando i controlli giudiziari ulteriori previsti dalla legge del foro, l'arbitro la cui competenza sia contestata non deve disinteressarsi del caso; egli ha il potere di pronunciarsi sulla propria competenza e sull'esistenza o validità della Convenzione d'arbitrato o del contratto di cui detta convenzione fa parte.

Articolo VI

Competenza giudiziaria

1. L'eccezione tratta dall'esistenza di una Convenzione d'arbitrato e proposta dinanzi al tribunale giudiziario investito da una delle Parti alla Convenzione d'arbitrato, deve essere sollevata dal convenuto sotto pena di preclusione prima oppure al momento della presentazione delle sue difese di merito secondo che la legge del tribunale investito consideri l'eccezione di incompetenza come una questione di procedura o di merito.

2. I tribunali degli Stati contraenti, qualora abbiano a pronunciarsi sull'esistenza o la validità di una Convenzione d'arbitrato, giudicheranno, per quel che riguarda la capacità delle Parti, secondo la legge loro applicabile e per quel che riguarda le altre questioni:

a) secondo la legge alla quale le Parti hanno sottoposto la convenzione di arbitrato;

b) in mancanza di una indicazione a tale riguardo, secondo la legge del paese nel quale la sentenza deve essere resa;

c) in mancanza di indicazione circa la legge alla quale le Parti hanno sottoposto la Convenzione, e se al momento della proposizione della questione innanzi ad un tribunale giudiziario non è possibile prevedere

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

quale sarà il paese dove la sentenza dovrà essere resa, secondo la legge indicata dalle regole di conflitto del tribunale investito.

Il giudice investito potrà non riconoscere la Convenzione d'arbitrato qualora secondo la legge del foro la controversia in questione non possa essere sottoposta all'arbitrato.

3. Qualora, prima di qualsiasi ricorso ad un tribunale giudiziario, una procedura di arbitrato sia stata introdotta, i tribunali giudiziari degli Stati contraenti, investiti successivamente di un'istanza sulla medesima vertenza tra le stesse Parti oppure di un'istanza sulla constatazione dell'inesistenza, della nullità o della caducità della convenzione d'arbitrato, si asterranno, salvo gravi motivi, dal pronunciarsi sulla competenza dell'arbitro fino alla pronuncia della sentenza arbitrale.

4. Una domanda di misure provvisorie o cautelari indirizzata ad una autorità giudiziaria non deve essere considerata come incompatibile con la convenzione d'arbitrato, né come una proposizione in merito, della causa, al tribunale giudiziario.

Articolo VII

Legge applicabile

1. Le Parti possono determinare liberamente la legge che gli arbitri dovranno applicare nel merito della controversia. In mancanza di indicazione ad opera delle Parti della legge da applicarsi, gli arbitri applicheranno la legge stabilita dalle regole di conflitto che gli arbitri giudicheranno appropriate al caso. In ambedue i casi gli arbitri terranno in considerazione le stipulazioni contrattuali e le consuetudini commerciali.

2. Gli arbitri giudicheranno in qualità di « arbitri d'equità » se tale è il desiderio delle Parti e se la legge che regge l'arbitrato lo permette.

Articolo VIII

Motivazione della sentenza

Si presume che le Parti concordino che la sentenza arbitrale sia motivata, salvo

a) che le Parti abbiano espressamente dichiarato che la sentenza non lo debba essere, o

b) che esse si siano sottoposte ad una procedura arbitrale nell'ambito della quale non è d'uso motivare le sentenze, sempreché, in tal caso, le Parti o una di esse non chiedano espressamente prima della fine della udienza, o se non c'è stata udienza, prima che sia redatta la sentenza, che la sentenza sia motivata.

Articolo IX

Annullamento della sentenza arbitrale

1. L'annullamento in uno Stato contraente di una sentenza arbitrale, retta dalla presente Convenzione, non costituirà ragione per rifiutare il riconoscimento o l'esecuzione in un altro Stato contraente, a meno che

questo annullamento sia stato pronunciato nello Stato nel quale, o secondo la legge del quale, la sentenza è stata resa e per una delle seguenti ragioni:

a) le Parti alla convenzione d'arbitrato erano incapaci ai sensi della legge applicabile nei loro confronti, oppure detta convenzione non è valida ai sensi della legge alla quale le Parti l'hanno sottoposta, oppure, in mancanza di indicazione al riguardo, ai sensi della legge del paese dove la sentenza è stata resa; oppure

b) la Parte che chiede l'annullamento non è stata debitamente informata della designazione dell'arbitro o della procedura d'arbitrato o non è stata in grado, per un altro motivo, di far valere le sue ragioni; oppure

c) la sentenza verte su una questione non contemplata nel compromesso o non considerata nella clausola compromissoria; oppure contiene delle decisioni che esorbitano dalle condizioni del compromesso o della clausola compromissoria. Tuttavia, se le disposizioni della sentenza, che si riferiscono a questioni sottoposte all'arbitrato, possono essere disgiunte da quelle non sottoposte all'arbitrato, le prime potranno non essere annullate; oppure

d) la costituzione del tribunale arbitrale o della procedura d'arbitrato non è stata conforme all'accordo delle Parti o, in mancanza di accordo, alle disposizioni dell'articolo IV della presente Convenzione.

2. Nei rapporti fra gli Stati contraenti, che siano anche Parti della Convenzione di New York del 10 giugno 1958 sul Riconoscimento e la Esecuzione delle Sentenze arbitrali straniere, il paragrafo 1 del presente articolo ha l'effetto di limitare alle sole cause di annullamento, che esso specifica, l'applicazione dell'articolo 5, paragrafo 1, e) della Convenzione di New York.

Articolo X

Disposizioni finali

1. La Presente Convenzione è aperta alla firma e all'adesione dei Paesi membri della Commissione economica per l'Europa e dei Paesi ammessi a tale Commissione a titolo consultivo conformemente al paragrafo 8 del mandato di detta Commissione.

2. I Paesi suscettibili di partecipare a taluni lavori della Commissione economica per l'Europa, in applicazione del paragrafo 11 del mandato di detta Commissione, possono diventare Parti contraenti della presente Convenzione aderendo ad essa dopo la sua entrata in vigore.

3. La Convenzione sarà aperta alla firma fino al 31 dicembre 1961 incluso. Dopo questa data sarà aperta all'adesione.

4. La presente Convenzione sarà ratificata.

5. Gli strumenti di ratifica o di adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

6. All'atto della firma della presente Convenzione oppure ratificandola o aderendovi, le Parti contraenti comunicheranno al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite la lista delle Camere di Commercio o delle altre istituzioni del loro paese, i cui presidenti assumeranno le funzioni affidate ai sensi dell'articolo IV della presente Convenzione ai Presidenti delle Camere di Commercio competenti.

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

7. Le disposizioni della presente Convenzione non pregiudicano la validità degli accordi multilaterali o bilaterali conclusi o da concludere dagli Stati contraenti in materia di arbitrato.

8. La presente Convenzione entrerà in vigore 90 giorni dopo che 5 paesi, di cui al paragrafo 1 del presente articolo, avranno depositato il loro strumento di ratifica o di adesione. Per ogni paese che la ratificherà o vi aderirà ulteriormente, la presente Convenzione entrerà in vigore 90 giorni dopo il deposito dello strumento di ratifica o di adesione del detto paese.

9. Ciascuna Parte contraente potrà denunciare la presente Convenzione tramite notifica indirizzata al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. La denuncia avrà effetto dodici mesi dopo la data della notifica ricevuta dal Segretario generale.

10. Qualora, dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, il numero delle Parti contraenti si trovi, in seguito alle denunce, ridotto a meno a cinque, la presente Convenzione cesserà di essere in vigore dalla data in cui l'ultima delle denunce avrà effetto.

11. Il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite notificherà ai paesi di cui al paragrafo 1, come pure ai paesi diventati Parti contraenti, in applicazione del paragrafo 2 del presente articolo,

a) le dichiarazioni fatte ai sensi del paragrafo 2 dell'articolo 2;

b) le ratifiche e le adesioni ai sensi dei paragrafi 1 e 2 del presente articolo;

c) le comunicazioni ricevute in conformità del paragrafo 6 del presente articolo;

d) le date di entrata in vigore della presente Convenzione in conformità al paragrafo 8 del presente articolo;

e) le denunce ai sensi del paragrafo 9 del presente articolo;

f) l'abrogazione della presente Convenzione in conformità del paragrafo 10 del presente articolo.

12. Dopo il 31 dicembre 1961, l'originale della presente Convenzione sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il quale trasmetterà copie conformi a ciascuno dei paesi previsti ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo.

In fede di che i sottoscritti, a ciò debitamente autorizzati, hanno firmato la presente Convenzione.

Fatto a Ginevra il 21 aprile millenovecentosessantuno, in un solo esemplare nelle lingue francese, inglese e russo, i tre testi facendo ugualmente fede.

Per l'Albania:

Per l'Austria:

TREU

Per il Belgio:

A. J. HERMENT

Per la Bulgaria:

VELA LOUKANOVA

Per la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia:

A. M. SHELDON

Per la Cecoslovacchia:

MILAN KLUSAK

Per Cipro:

Per la Danimarca:

TROLLE

Per la Repubblica Federale di Germania:

Dr. G. MOHR

A. BÜLOW

Per la Finlandia:

Per la Francia:

G. HOLLEAUX

Per la Grecia:

Per l'Ungheria:

J. SZITA

Per l'Islanda:

Per l'Irlanda:

Per l'Italia:

G. B. TOFFOLO

E. MINOLI

Per il Lussemburgo:

Per i Paesi Bassi:

Per la Norvegia:

Per la Polonia:

ALEKSANDER KOTLICKI

Per il Portogallo:

Per la Romania:

JACOB IONASCO

Per la Spagna:

Per la Svezia:

Per la Svizzera:

Per la Turchia:

HAYTA

Per la Repubblica Socialista Sovietica d'Ucraina:

A. BOIKO

Per l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:

G. BURGUCHEV

Per il Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord:

Per gli Stati Uniti d'America:

Per la Jugoslavia:

S. MAKIEDO

ALLEGATO**COMPOSIZIONE E MODALITÀ DI FUNZIONAMENTO
DEL COMITATO SPECIALE
DI CUI ALL'ARTICOLO IV DELLA CONVENZIONE****TRADUZIONE NON UFFICIALE.**

Nota bene: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.

1. Il Comitato speciale di cui all'articolo IV della Convenzione sarà composto da due membri titolari e da un Presidente. Uno dei membri titolari sarà eletto dalle Camere di Commercio o dalle altre istituzioni designate in conformità dell'articolo X, paragrafo 6 della Convenzione, dagli Stati nei quali al momento dell'apertura alla firma della Convenzione esistono comitati nazionali della Camera di Commercio Internazionale e i quali, al momento dell'elezione, saranno Parti alla Convenzione. L'altro membro sarà eletto dalle Camere di Commercio o altre istituzioni designate in conformità dell'articolo X, paragrafo 6 della Convenzione dagli Stati dove, al momento dell'apertura della Convenzione alla firma, non esistono comitati nazionali della Camera di Commercio Internazionale, e i quali, al momento dell'elezione, saranno Parti della Convenzione.

2. Le persone chiamate a esercitare, alle condizioni previste al paragrafo 7 seguente, le funzioni di Presidente del Comitato speciale, saranno ugualmente elette dalle Camere di Commercio o dalle altre istituzioni come dal paragrafo 1 del presente Allegato.

3. Le Camere di Commercio o altre istituzioni, di cui al paragrafo 1 del presente Allegato, eleggeranno, nello stesso tempo e alle stesse condizioni previste per i Presidenti ed i membri titolari, dei supplenti per i casi di impedimento transitorio di detti Presidenti o membri titolari. In caso di impedimento permanente o di dimissioni di un Presidente o di un membro titolare, il supplente eletto per sostituirlo diventa, secondo il caso, Presidente o membro titolare e il gruppo delle Camere di Commercio o di altre istituzioni che aveva eletto il supplente diventato Presidente o membro titolare procederà all'elezione di un nuovo supplente.

4. Le prime elezioni del Comitato avranno luogo entro 90 giorni dopo il deposito del quinto strumento di ratifica o di adesione. Potranno ugualmente partecipare a queste elezioni le Camere di Commercio o altre istituzioni designate dagli Stati che siano firmatari anche se non sono ancora Parti della Convenzione. In caso di impossibilità di procedere alle elezioni nel termine indicato, l'applicazione dei paragrafi da 3 a 7 dell'articolo IV della Convenzione sarà sospesa fino a quando si sarà proceduto alle elezioni nelle condizioni previste sopra.

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

5. Salvo le disposizioni del paragrafo 7 seguente, i membri del Comitato speciale saranno eletti per un periodo di 4 anni. Nuove elezioni dovranno aver luogo nei primi sei mesi del quarto anno dalle elezioni precedenti. Qualora una nuova procedura di elezione dei membri del Comitato speciale non abbia dato risultati, i membri precedentemente eletti continueranno ad esercitare le loro funzioni fino alla elezione di nuovi membri.

6. I risultati delle elezioni dei membri del Comitato speciale saranno comunicati al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, il quale li notificherà agli Stati previsti al paragrafo 1 dell'articolo X della presente Convenzione come pure agli Stati divenuti Parti contraenti in applicazione del paragrafo 2 dell'articolo X. Il Segretario generale notificherà del pari ai detti Stati la eventuale sospensione e l'applicazione dei paragrafi da 3 a 7 dell'articolo IV della Convenzione, ai sensi del paragrafo 4 del presente Allegato.

7. Le persone elette come Presidente eserciteranno le loro funzioni a turno, ognuna durante due anni. L'attribuzione delle funzioni della presidenza all'una delle due persone, durante il primo periodo di due anni dopo l'entrata in vigore della Convenzione, sarà decisa con estrazione a sorte. La presidenza sarà in seguito attribuita ogni volta per un nuovo periodo di due anni alla persona eletta come Presidente dal gruppo di Paesi diverso da quello che aveva eletto il Presidente rimasto in funzione nel periodo di due anni immediatamente precedenti.

8. Le richieste al Comitato speciale, previste ai paragrafi da 3 a 7 dell'articolo IV della Convenzione, saranno indirizzate al Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa. Il Segretario esecutivo ne interesserà innanzi tutto il membro del Comitato speciale eletto dal gruppo di paesi diverso da quello che aveva eletto il Presidente in funzione al momento della presentazione della domanda. La soluzione proposta dal membro interessato in primo luogo sarà trasmessa dal Segretario esecutivo all'altro membro del Comitato e se questi l'accetta detta soluzione sarà considerata quale decisione del Comitato e verrà comunicata come tale dal Segretario esecutivo al richiedente.

9. Qualora i due membri del Comitato speciale interpellati dal Segretario esecutivo non arrivino ad un accordo sulla soluzione tramite corrispondenza, il Segretario esecutivo convocherà una riunione del Comitato speciale a Ginevra al fine di tentare di raggiungere una decisione unanime sulla questione. In mancanza di unanimità, la decisione del Comitato sarà presa alla maggioranza dei voti e sarà comunicata dal Segretario esecutivo al richiedente.

10. Le spese connesse con l'intervento del Comitato speciale in una vertenza sottoposta alla presente Convenzione saranno anticipate dal richiedente ed imputate da questi alle spese di procedura.

ATTO FINALE**DELLA RIUNIONE SPECIALE DI PLENIPOTENZIARI INCARICATI
DI NEGOZIARE E DI FIRMARE UNA CONVENZIONE EUROPEA
SULL'ARBITRATO COMMERCIALE INTERNAZIONALE****TRADUZIONE NON UFFICIALE.**

Nota bene: I testi facenti fede sono unicamente quelli indicati nella Convenzione, fra cui il testo in lingua francese, qui sopra riportato.

1. Alla sua settima sessione, il Gruppo di lavoro speciale sull'arbitrato, costituito sotto gli auspici del Comitato per lo sviluppo del commercio della Commissione economica per l'Europa, ha messo a punto il testo di un progetto di Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale ed ha espresso il parere che il progetto del testo dovrebbe essere sottoposto ad una Riunione speciale di Plenipotenziari incaricati di negoziare e di firmare una Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale (Documento TRADE/96, paragrafo 34 e Allegato I).
2. Dopo questa sessione, l'articolo IV del Progetto di Convenzione (organizzazione dell'arbitrato) ha dato luogo a certe divergenze di vedute.
3. Ai sensi della sua Risoluzione 7 (XV), adottata il 5 maggio 1960, la Commissione economica per l'Europa ha chiesto al Segretario esecutivo di convocare una Riunione speciale incaricata di redigere un testo comune dell'articolo IV affinché un testo solo del progetto di Convenzione sia sottoposto ad una Riunione speciale di Plenipotenziari.
4. La Riunione speciale incaricata di redigere un testo comune dell'articolo IV ha avuto luogo dall'8 al 12 agosto 1960 e dal 5 al 10 aprile 1961 ed ha messo a punto un testo comune.
5. In conformità delle disposizioni della Risoluzione sopracitata, il Segretario esecutivo ha convocato una Riunione speciale di Plenipotenziari che ha avuto luogo alla Sezione europea delle Nazioni Unite a Ginevra, dal 10 al 21 aprile 1961.
6. Alla riunione erano rappresentati i governi dei ventidue Stati seguenti: Austria, Belgio, Bulgaria, Cecoslovacchia, Danimarca, Finlandia, Francia, Italia, Jugoslavia, Lussemburgo, Paesi Bassi, Polonia, la Repubblica Federale di Germania, la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia, la Repubblica Socialista Sovietica d'Ucraina, Romania, Spagna, Svezia, Svizzera, Turchia, Ungheria, Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche.
7. Le seguenti organizzazioni non governative erano rappresentate da osservatori: la Camera di Commercio internazionale e l'International Bar Association. Su invito del Segretariato erano del pari presenti dei membri del Segretariato del Consiglio della Comunità economica europea.

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

8. La Riunione è stata aperta dal Sig. Vladimir Velebit, Segretario esecutivo della Commissione economica per l'Europa delle Nazioni Unite.

9. Il Sig. J. Trolle, di Danimarca, è stato eletto Presidente e il Sig. M. V. Novak, di Cecoslovacchia, Vice-Presidente.

10. Prendendo come base il progetto di Convenzione preparato dal Gruppo di lavoro speciale sull'arbitrato (Documento TRADE/96, Allegato I), come pure il testo redatto dalla Riunione speciale incaricata di preparare un testo comune dell'articolo IV (TRADE/WP. 1/Documento di riunione n. 27) e il progetto delle clausole finali presentato dal Segretariato (Documento TRADE/WP. 1/38), la Riunione ha preparato ed ha aperto alla firma, il 21 aprile 1961, la Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale.

11. La Riunione ha deciso di redigere un rapporto nel quale sarebbero contenute alcune delle osservazioni, sorte nel corso della discussione, a proposito di alcuni articoli della Convenzione. Il rapporto nel quale sono contenute dette osservazioni (Documento E/ECE/TRADE/47) è stato approvato dalla Riunione il 20 aprile 1961.

12. Il Governo dell'URSS considera che la presente Convenzione è aperta alla firma o all'adesione di tutti gli Stati europei.

13. I Governi del Belgio, del Lussemburgo e dei Paesi Bassi dichiarano che la presente Convenzione lascia i loro rispettivi paesi liberi di non applicarla, in tutto o in parte, nelle loro relazioni reciproche.

14. Salve restando le disposizioni dell'articolo II, paragrafo 2 della Convenzione e del paragrafo 13 del presente Atto finale, le delegazioni che hanno partecipato al negoziato per la Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale dichiarano che i loro rispettivi paesi non hanno intenzione di avanzare delle riserve alla Convenzione.

15. La Riunione speciale di Plenipotenziari,

Considerato che le disposizioni dei paragrafi da 2 a 7 dell'articolo IV hanno solo un carattere sussidiario,

raccomanda:

1) alle parti interessate all'arbitrato di inserire nella loro convenzione d'arbitrato almeno l'indicazione del luogo di arbitrato o del modo di arbitrato (arbitrato tramite una istituzione d'arbitrato permanente oppure arbitrato *ad hoc*);

2) ai Gruppi di lavoro incaricati dell'elaborazione delle Condizioni generali di vendita in seno alla Commissione economica per l'Europa di non inserire la clausola bianca di arbitrato (convenzione d'arbitrato senza alcuna indicazione del luogo di arbitrato oppure del modo di arbitrato, arbitrato tramite una istituzione di arbitrato permanente oppure arbitrato *ad hoc*).

La Riunione raccomanda, inoltre, alle Camere di Commercio ed altre istituzioni previste all'articolo X, paragrafo 6 della Convenzione come pure al Comitato speciale di cui all'articolo IV della Convenzione, di accordarsi su ogni misura utile all'applicazione della presente Convenzione e allo sviluppo dell'arbitrato.

LEGISLATURA V — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI - DOCUMENTI

16. L'originale del presente Atto finale sarà depositato presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che trasmetterà delle copie conformi a ciascuno dei paesi di cui ai paragrafi 1 e 2 dell'articolo X della Convenzione europea sull'arbitrato commerciale internazionale.

Fatto a Ginevra il 21 aprile 1961 in un solo esemplare, nelle lingue francese, inglese e russa, ogni testo facendo ugualmente fede.

Per l'Austria:

TREU

A. ZEMBSCH

Per il Belgio:

A. J. HERMENT

P. JENARD

P. VAN REEPINGHEN

Per la Bulgaria:

V. LOUKANOVA

B. MINKOVSKI

Per la Repubblica Socialista Sovietica di Bielorussia:

A. M. SHELDON

Per la Cecoslovacchia:

MILAN KLUSAK

O. FABIAN

V. NOVAK

Per la Danimarca:

TROLLE

Per la Repubblica Federale di Germania:

Dr. G. MOHR

A. BÜLOW

Per la Finlandia:

K. V. MÄKELÄ

Per la Francia:

G. HOLLEAUX

GUY DE LACHARRIERE

Per l'Ungheria:

J. SZITA

I. SZASZ

Per l'Italia:

G. B. TOFFOLO

E. MINOLI

R. TRIOLI

Per il Lussemburgo:

I. BESSLING

Per i Paesi Bassi:

W. H. J. VAN ASCH VAN WIJCK

D. S. VAN HEUKELOM

Per la Polonia:

ALEKSANDER KOTLICKI

HENRYK TRAMMER

Per la Romania:

JACOB IONASCO

Per la Spagna:

GUILLEMO CEBRIAN

PEDRO TEMBOURY

Per la Svezia:

H. VON PLATEN

Per la Svizzera:

PIERRE JEAN POINTET

HENRI ZOELLY

Per la Turchia:

HAYTA

RABI KORAL

Per la Repubblica Socialista Sovietica d'Ucraina:

A. BOIKO

Per l'Unione delle Repubbliche Socialiste Sovietiche:

G. BURGUCHEV

Per la Jugoslavia:

S. MAKIEDO

V. KAPOR

DJ. LUPSIC

Il Presidente della Riunione Speciale di Plenipotenziari:

TROLLE

Il Vice Presidente della Riunione Speciale di Plenipotenziari:

V. NOVAK

Per il Segretario Esecutivo:

il Consigliere Giuridico della Commissione Economica per l'Europa
delle Nazioni Unite:

LAZARE KOPELMANAS